Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 111° — Numero 79

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 28 marzo 1970** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. **21.030** - Semestrale L. **11.030** - Trimestrale L. **6.020** - Un fascicolo L. **100** - Fascicoli annate arretrate: L. **200** - Supplementi ordinari: L. **100** per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. **16.030** - Semestrale L. **9.020** - Trimestrale L. **5.010** - Un fascicolo L. **90** - Fascicoli annate arretrate: L. **180**.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra) e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze e Genova possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PARLAMENTO NAZIONALE

LEGGI E DECRETI

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DELLA REPUBBLICA

Convocazione

Il Senato della Repubblica è convocato in 259ª e 260ª seduta pubblica, per martedì 7 aprile 1970, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

alle ore 10,30

Comunicazioni del Governo,

alle ore 17

Discussione sulle comunicazioni del Governo.

(2797)

CAMERA DEI DEPUTATI

Convocazione

La Camera dei deputati è convocata in CCLX seduta pubblica, per martedì 7 aprile 1970, alle ore 11,30, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Comunicazioni del Governo.

(2796)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 febbraio 1970, n. **95**.

Adesione al protocollo relativo allo statuto dei rifugiati, adottato a New York il 31 gennaio 1967 e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al protocollo relativo alla condizione giuridica dei rifugiati, adottato a New York il 31 gennaio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo VIII del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 febbraio 1970

SARAGAT

RUMOR — MORO — RESTIVO — GAVA — BOSCO — COLOMBO — FERRARI AGGRADI — MAGRÌ — DONAT-CATTIN

Visto, *il Guardasigilli*: GAVA

Protocollo relativo allo statuto dei rifugiati
(New York, 31 gennaio 1967)

PROTOCOLE RELATIF AU STATUT DES RÉFUGIÉS

Les Etats parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951 (ci-après dénommée la Convention) ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et que, de ce fait, lesdits réfugiés, peuvent ne pas être admis au bénéfice de la Convention,

Considérant qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Disposition générale

1. Les Etats parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 à 34 inclus de la Convention.

2. Aux fins du présent Protocole, le terme « réfugié », sauf en ce qui concerne l'application du paragraphe 3 du présent article, s'entend de toute personne répondant à la définition donnée à l'article premier de la Convention comme si les mots « par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et... » et les mots « ... à la suite de tels événements » ne figuraient pas au paragraphe 2 de la section *A* de l'article premier.

3. Le présent Protocole sera appliqué par les Etats qui y sont parties sans aucune limitation géographique; toutefois, les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la section *B* de l'article premier de la Convention par des Etats déjà parties à celle-ci, s'appliqueront aussi sous le régime du présent Protocole, à moins que les obligations de l'Etat déclarant n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la section *B* de l'article premier de la Convention.

Article II

Coopération des autorités nationales avec les Nations Unies

1. Les Etats parties au présent Protocole s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, dans l'exercice de ses fonctions et, en particulier, à faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions du présent Protocole.

2. Afin de permettre au Haut Commissariat ou à toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait de présenter des rapports aux organes compétents des Nations Unies, les Etats parties au présent Protocole s'engagent à leur fournir, dans la forme appropriée, les informations et les données statistiques demandées relatives:

a) Au statut des réfugiés;

b) A la mise en oeuvre du présent Protocole;

c) Aux lois, règlements et décrets qui sont ou entreront en vigueur en ce qui concerne les réfugiés.

Article III

Renseignements portant sur les lois et règlements nationaux

Les Etats parties au présent Protocole communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application du présent Protocole.

Article IV

Règlements des différends

Tout différend entre les parties au présent Protocole relatif à son interprétation et à son application, qui n'aurait pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article V

Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats parties à la Convention et de tout autre Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou

membre de l'une des institutions spécialisées ou de tout Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à adhérer au Protocole. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

Clause fédérale

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront:

a) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, le mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

b) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons;

c) Un Etat fédératif partie au présent Protocole communiquera, à la demande de tout autre Etat partie au présent Protocole qui lui aura été transmise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par son action législative ou autre, à ladite disposition.

Article VII

Réserves et déclarations

1. Au moment de son adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves sur l'article IV du présent Protocole, et au sujet de l'application, en vertu de l'article premier du présent Protocole, de toutes dispositions de la Convention autres que celles des articles premier, 3, 4, 16 (1) et 33, à condition que, dans le cas d'un Etat partie à la Convention, les réserves faites en vertu du présent article ne s'étendent pas aux réfugiés auxquels s'applique la Convention.

2. Les réserves faites par des Etats parties à la Convention conformément à l'article 42 de ladite Convention s'appliqueront, à moins qu'elles ne soient retirées, à leurs obligations découlant du présent Protocole.

3. Tout Etat formulant une réserve en vertu du paragraphe 1 du présent article peut la retirer à tout moment par une communication adressée à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Les déclarations faites en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 40 de la Convention, par un Etat partie à celle-ci, qui adhère au présent Protocole, seront censées s'appliquer sous le régime du présent Protocole, à moins que, au moment de l'adhésion, un avis contraire n'ait été notifié par la partie intéressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 40 et du paragraphe 3 de l'article 44 de la Convention seront censées s'appliquer, *mutatis mutandis*, au présent Protocole.

Article VIII

Entrée en viguer

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du sixième instrument d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats adhérant au Protocole après le dépôt du sixième instrument d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur à la date où cet Etat aura déposé son instrument d'adhésion.

Article IX

Dénonciation

1. Tout Etat partie au présent protocole pourra le dénoncer à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet, pour l'Etat intéressé, un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

Notifications par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats visés à l'article V, en ce qui concerne le présent Protocole, les dates d'entrée en vigueur, d'adhésion, de dépôt et de retrait de réserves, de dénonciation et de déclarations et notifications s'y rapportant.

Article XI

Dépôt du Protocole aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Un exemplaire du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, signé par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation. Le Secrétaire général en trasmettra copie certifiée conforme à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article V.

Conformément à l'article XI du Protocole, nous avons apposé notre signature le trente et un janvier mil neuf cent soixante-sept.

A. R. PAZHWAK

Président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies

U THANT

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

MORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1969.

Proroga della durata del consorzio di rimboschimento tra lo Stato e la provincia di Treviso.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 75 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3267, sul riordinamento e sulla riforma della legislazione in materia di boschi e di terreni montani;

Visto il regio decreto 12 luglio 1938, n. 1228, con il quale venne costituito un consorzio tra lo Stato e la provincia di Treviso, allo scopo di promuovere il rimboschimento e la ricostituzione dei boschi estremamente deteriorati nei terreni, della provincia medesima, sottoposti a vincolo per scopi idrogeologici;

Visto il decreto presidenziale 19 marzo 1964, con il quale la durata di detto consorzio venne prorogata per un quinquennio, fino al 30 giugno 1968, con il contributo statale annuo di L. 1.000.000;

Vista la deliberazione n. 94 del 16 aprile 1969, con la quale il consiglio provinciale di Treviso ha determinato di prorogare per un quinquennio l'adesione al consorzio stesso, da parte della provincia, a decorrere dall'anno 1969, con il medesimo contributo annuo di L. 1.000.000;

Su proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

La durata del consorzio di rimboschimento — costituito tra lo Stato e la provincia di Treviso con regio decreto 12 luglio 1938, n. 1228 — è prorogata per un quinquennio, a decorrere dall'anno finanziario 1969 e fino all'anno 1973 compreso. Lo Stato conferisce al consorzio il contributo annuo di L. 1.000.000 (unmilione).

L'erogazione del contributo statale annuo è subordinata al versamento della medesima quota da parte della provincia di Treviso.

Detto contributo statale viene impegnato sul capitolo 5603 dello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per l'anno finanziario 1969 e sui corrispondenti capitoli degli anni finanziari futuri.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana previa registrazione alla Corte dei conti.

Dato a Roma, addì 10 dicembre 1969

SARAGAT

SEDATI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 febbraio 1970
Registro n. 2 Corpo forestale dello Stato, foglio n. 229

(2279)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 13 ottobre 1969.

Nomina di un componente del consiglio d'amministrazione dell'Ente di sviluppo in Puglia, Lucania e Molise.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 14 luglio 1965, n. 901, concernente delega al Governo per l'organizzazione degli enti di sviluppo e norme relative alla loro attività;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 7 dicembre 1967, registrato alla Corte dei conti in data 20 dicembre 1967, registro n. 23 Agricoltura e foreste, foglio n. 114, con il quale ai sensi dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1966, n. 257, è stato costituito il consiglio d'amministrazione dell'Ente di sviluppo in Puglia, Lucania e Molise per il quadriennio decorrente dalla data di pubblicazione del decreto medesimo;

Considerato che a seguito della sua elezione a membro della Camera dei deputati l'avv. Elvio Salvatore, nominato con il citato decreto del 7 dicembre 1967 componente del detto consiglio d'amministrazione per la categoria dei tecnici agricoli ed esperti, ha rassegnato le dimissioni dalla carica;

Ritenuto di dover procedere alla sostituzione dell'avvocato Elvio Salvatore nella carica in parola;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

L'avv. Fedele Dalena è nominato componente del consiglio d'amministrazione dell'Ente di sviluppo in Puglia, Lucania e Molise per la categoria dei tecnici agricoli ed esperti e in sostituzione dell'avv. Elvio Salvatore.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 13 ottobre 1969

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
RUMOR

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
SEDATI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 febbraio 1970
Registro n. 3 Agricoltura e foreste, foglio n. 120

(2361)

DECRETO MINISTERIALE 3 febbraio 1970.

Modifica di attribuzioni e di denominazione dell'ufficio del registro « Atti privati, imposta generale sull'entrata e demanio » e dell'ufficio del registro « Atti giudiziari e bollo » di Como.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la tabella della circoscrizione degli uffici del registro, approvata con decreto ministeriale 19 novembre 1927, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1927, registro n. 14, foglio n. 373, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 15 giugno 1963, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1963, registro n. 25, foglio n. 116, con cui vennero modificate le attribuzioni e la denominazione dei tre uffici del registro a rami divisi di Como;

Riconosciuta l'opportunità di trasferire dall'ufficio del registro « atti privati, imposta generale sull'entrata e demanio » di Como all'ufficio del registro « atti giudiziari e bollo » della stessa sede tutte le attribuzioni inerenti il servizio del ramo demanio;

Visto l'art. 161 del regio decreto 23 marzo 1933, n. 185, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 74 del 29 marzo 1933;

Visto il decreto ministeriale 18 ottobre 1969, registrato alla Corte dei conti il 25 novembre 1969, registro n. 44, foglio n. 400;

Visto l'art. 3 del regio decreto 15 ottobre 1925, n. 2215, che autorizza a provvedere alle variazioni di ripartizione dei servizi degli uffici del registro mediante decreto ministeriale;

Decreta:

Art. 1.

Il servizio relativo al ramo demanio è trasferito dall'ufficio del registro « atti privati, imposta generale sull'entrata e demanio » di Como all'ufficio del registro « atti giudiziari e bollo » della stessa sede.

Art. 2.

I due uffici del registro: « ufficio atti privati, imposta generale sull'entrata e demanio » e « ufficio atti giudiziari e bollo » di Como assumono rispettivamente la denominazione di: « ufficio del registro atti privati e imposta generale sull'entrata » e « ufficio del registro atti giudiziari, bollo e demanio ».

Art. 3.

L'ufficio del registro atti privati e imposta generale sull'entrata e l'ufficio del registro atti giudiziari, bollo e demanio di Como sono classificati tra gli uffici di prima categoria.

Art. 4.

Le variazioni stabilite col presente decreto avranno effetto dal 1° aprile 1970.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 febbraio 1970

Il Ministro: Bosco

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 febbraio 1970
Registro n. 8 Finanze, foglio n. 173

(2664)

DECRETO MINISTERIALE 17 febbraio 1970.

Costituzione del consiglio d'amministrazione dell'Istituto per il credito sportivo.

IL MINISTRO PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 24 dicembre 1957, n. 1295, concernente l'istituzione dell'Istituto per il credito sportivo, con sede in Roma;

Visto lo statuto dell'ente, approvato con il decreto ministeriale 2 novembre 1959 e modificato con i decreti ministeriali 9 marzo 1960, 3 maggio 1961 e 8 gennaio 1963;

Visto il proprio decreto 10 agosto 1966 relativo alla nomina dei consiglio di amministrazione dell'istituto;

Ravvisata la necessità di procedere alla ricostituzione del consiglio di amministrazione dell'istituto medesimo, per la durata di un quadriennio, ai sensi del combinato disposto dell'art. 8 della legge n. 1295 del 1957 e dell'art. 16 dello statuto dell'ente;

Viste le designazioni dei Ministeri e degli enti di cui all'art. 8 della legge n. 1295/1957;

Decreta:

Sono nominati consiglieri di amministrazione dello Istituto per il credito sportivo i signori:

Saffioti dott. Antonio, in rappresentanza del Ministero del turismo e dello spettacolo;

Miconi dott. Renzo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Americo dott. Luigi, in rappresentanza del Ministero delle finanze;

Saini dott. Mario, in rappresentanza del Comitato olimpico nazionale italiano;

Giorgetti dott. ing. Renzo, in rappresentanza del Comitato olimpico nazionale italiano;

Foresi prof. Palmiro, in rappresentanza della Banca nazionale del lavoro;

Nepi gr. uff. Asbite Ezio, in rappresentanza della Banca nazionale del lavoro;

Cirillo dott. Francesco, in rappresentanza del Consorzio di credito per le opere pubbliche;

D'Antona avv. Goffredo, in rappresentanza dello Istituto nazionale assicurazioni;

Guaraldi dott. Carlo, in rappresentanza dell'Istituto bancario S. Paolo di Torino.

I predetti resteranno in carica per un quadriennio a decorrere dal giorno successivo a quello di approvazione del bilancio relativo all'esercizio 1969.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 febbraio 1970

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
SCAGLIA

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

(2354)

DECRETO MINISTERIALE 24 febbraio 1970.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero nucleo abitato, con la campagna circostante, del comune di Nepi.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Viterbo per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 9 maggio 1967, ha proposto l'ampliamento, ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, del vincolo già imposto con decreto ministeriale 10 luglio 1962, su parte dell'abitato del comune di Nepi;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Nepi;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona proposta per il vincolo ha notevole interesse pubblico. L'intero antico nucleo cittadino, del comune di Nepi, infatti, col bel palazzo comunale e l'artistica fontana, la chiesa di S. Biagio, il Duomo, la Rocca con le poderose mura, le torri, il tutto frammisto ad antiche case formanti pittoresche vie ed angoli suggestivi, risulta tutto un complesso di cose che ha un rilevante interesse estetico e tradizionale. L'abitato, inoltre, posto su un ripiano tra profondi valloni del fosso di Fontanacupa e dei Salici, con le cascatelle, la campagna circostante, forma un pittoresco paesaggio con quadri naturali di rilevante bellezza;

Decreta:

L'intero nucleo abitato del comune, con la campagna circostante di Nepi, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, e sono quindi sottoposti a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. La zona è delimitata nel modo seguente: partendo, a nord, dalla provinciale Nepi-Castel S. Elia, il limite del vincolo segue la provinciale sino ai confini del comune, prosegue verso sud lungo il confine con Castel S. Elia, continua verso sud-ovest lungo il sentiero e la strada vicinale del Cardinale, risale verso nord-ovest fino al ponte del fosso della massa, indi segue il limite del foglio 14 del comune di Nepi fino alla strada comunale della selciatella sino a raggiungere il limite del vincolo esistente, posto con decreto ministeriale del 10 luglio 1962.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Viterbo.

La soprintendenza ai monumenti di Roma curerà che il comune di Nepi provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data dell'affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 24 febbraio 1970

p. *Il Ministro*: LIMONI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Viterbo

Oggi, 9 maggio 1967, nella sede dell'amministrazione provinciale di Viterbo, si è riunita la commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, panoramiche e paesistiche, per discutere il seguente ordine del giorno:

(Omissis).

3) NEPI - Ampliamento vincolo panoramico dell'abitato e zone limitrofe.

(Omissis).

La commissione all'unanimità propone per il vincolo, a norma dell'art. 1 nn. 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, l'abitato di Nepi e le zone circostanti racchiuse entro la seguente delimitazione: partendo, a nord, dalla provinciale Nepi-Castel S. Elia, il limite del vincolo segue la provinciale sino ai confini del comune, prosegue verso sud lungo il confine con Castel S. Elia, continua verso sud-ovest lungo il sentiero e la strada vicinale del Cardinale, risale verso nord-ovest fino al ponte del fosso della Massa, indi segue il limite del foglio 14 del comune di Nepi fino alla strada comunale della selciatella sino a raggiungere il limite del vincolo esistente, posto con decreto ministeriale del 10 luglio 1962.

(Omissis).

(2265)

DECRETO MINISTERIALE 25 febbraio 1970.

Entrata in funzione dell'ispettorato provinciale dell'agricoltura di Isernia.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge n. 20 del 2 febbraio 1970, che istituisce la provincia di Isernia;

Vista la legge 13 giugno 1935, n. 1220, che istituisce gli ispettorati provinciali dell'agricoltura;

Considerato che gli ispettorati provinciali dell'agricoltura sono organi periferici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste a circoscrizione territoriale provinciale;

Considerato che l'art. 5 della legge 20 febbraio 1970, prevede le autorizzazioni di spesa per il funzionamento degli uffici e degli organi dello Stato a circoscrizione provinciale;

Decreta:

Articolo unico.

L'ispettorato provinciale dell'agricoltura di Isernia, con sede in Isernia, entra in funzione alla data del 3 marzo 1970.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, nell'albo della provincia di Isernia nonchè negli albi dei comuni appartenenti alla stessa provincia.

Roma, addì 25 febbraio 1970

Il Ministro: SEDATI

(2359)

DECRETO MINISTERIALE 26 febbraio 1970.

Entrata in funzione dell'ispettorato provinciale dell'alimentazione di Isernia.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge n. 20 del 2 febbraio 1970, che istituisce la provincia di Isernia;

Vista la legge 6 marzo 1958, n. 199, che istituisce gli ispettorati provinciali dell'alimentazione;

Considerato che gli ispettorati provinciali dell'alimentazione sono organi periferici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste a circoscrizione territoriale provinciale;

Considerato che l'art. 5 della legge n. 20 del 2 febbraio 1970, prevede le autorizzazioni di spesa per il funzionamento degli uffici e degli organi dello Stato a circoscrizione provinciale;

Decreta:

Articolo unico.

L'ispettorato provinciale dell'alimentazione di Isernia, con sede in Isernia, entra in funzione alla data del 3 marzo 1970.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, nell'albo della provincia di Isernia nonchè negli albi dei comuni appartenenti alla stessa provincia.

Roma, addì 26 febbraio 1970

Il Ministro: SEDATI

(2360)

DECRETO MINISTERIALE 27 febbraio 1970.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico del centro storico e zona circostante del comune di Pienza.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Siena per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 12 giugno 1967, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata il centro storico e zona circostante del comune di Pienza;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Pienza;

Vista l'opposizione presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, dal sindaco del comune di Pienza che si dichiara respinta;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè costituisce un insieme inscindibile e unitario, di celebrata e straordinaria bellezza sia per l'importanza del centro monumentale sia per l'amplissimo panorama che abbraccia la sottostante Val d'Orcia e le lontane pendici e la vetta maestosa del monte Amiata;

Decreta:

Il centro storico e zona circostante del comune di Pienza ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi, sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente:

a partire dal podere Valle, linea retta in direzione est fino al bivio della strada per Pienza; segue detta strada che, dopo aver costeggiato la città, prosegue attraversando la località Macello e la località Andrei fino al podere Lucignanello (quota 453); da questo punto, linea retta fino alla località Casale (quota 322) e poi lungo il fosso Rigo fino alla confluenza con il fosso Sambuco; risale il fosso Sambuco fino al podere Valle, punto di partenza.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Siena.

La soprintendenza ai monumenti di Siena curerà che il comune di Pienza provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione nella *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 27 febbraio 1970

p. *Il Ministro*: LIMONI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Siena

L'anno millenovecentosessantasette, il giorno 12 del mese di giugno, si è riunita alle ore 11, presso la sede della soprintendenza ai monumenti e alle gallerie per le provincie di Siena e di Grosseto (Siena, via del Capitano, 1), la commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Siena, per discutere il seguente ordine del giorno:

(*Omissis*).

2) PIENZA - Centro storico e zona circostante - proposta di vincolo.

(*Omissis*).

A partire dal podere Valle, linea retta in direzione est fino al bivio della strada per Pienza; segue detta strada che, dopo aver costeggiato la città, prosegue attraversando la località Macello e la località Andrei fino al podere Lucignanello (quota 453); da questo punto, linea retta fino alla località Casale (quota 322) e poi lungo il fosso Rigo fino alla confluenza con il fosso Sambuco; risale il fosso Sambuco fino al podere Valle, punto di partenza.

(2267)

DECRETO MINISTERIALE 27 febbraio 1970.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona panoramica del comune di Castello di Fiemme.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Trento per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 2 dicembre 1968, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona panoramica del comune di Castello di Fiemme;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Castello di Fiemme;

Vista l'opposizione presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, dalla S.p.A. Montecorone di Trento che si dichiara respinta;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè il comune di Castello di Fiemme è situato in posizione ampiamente panoramica all'estremità inferiore della Val di Fiemme, ove viene a termine la splendida e ampia distesa di campi e prati costituente il nucleo centrale della valle stessa. Il paese è raccolto attorno ad un colle roccioso sul quale sorge la parrocchiale di S. Giorgio con l'alto campanile. Da tale positura si domina con grandiosa vista l'intera valle ed il vicino gruppo boscoso del Lagorai. L'abitato di Castello è composto di belle case rustico-signorili e conserva un'impronta di notevole omogeneità. La località riveste notevole interesse sia per la copia di bellezze panoramiche, costituenti quadri naturali, come per i numerosi punti di belvedere sulla Valle di Fiemme. L'abitato costituisce senza dubbio alcuno un complesso di cose immobili aventi valore estetico e tradizionale.

Decreta:

La zona panoramica del comune di Castello di Fiemme ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi, sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente:

partendo dal greto dell'Avisio all'estremità orientale del territorio del comune, si segue il confine comunale fino alla strada statale 48 e di lì fino alla località maso Cela e presso questa a rio Predaia. Lungo il corso del medesimo ci si porta quindi all'altezza della chiesa di S. Antonio. Di qui si percorre la strada provinciale fino al successivo tornante (località Peschiera) e seguendo la strada così detta della valle si giunge al rio Valle. Lungo lo stesso ci si porta all'Avisio e si risale poi il fiume fino al punto di partenza.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Trento.

La soprintendenza ai monumenti di Trento curerà che il comune di Castello di Fiemme provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data della affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 27 febbraio 1970

p. *Il Ministro*: LIMONI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Trento

Verbale dell'adunanza della commissione tenutasi a Trento il giorno 2 (due) dicembre 1968;

(*Omissis*).

1) Tutela della zona panoramica di Castello di Fiemme in comune di Castello di Fiemme.

(*Omissis*).

Il presidente mette ai voti la proposta che viene accettata a maggioranza, contrari restando il sindaco ed il rappresentante del distretto minerario, con la seguente delimitazione:

Partendo dal greto dell'Avisio all'estremità orientale del territorio del comune, si segue il confine comunale fino alla strada statale 48 e di lì fino alla località maso Cela e presso questa a rio Predaia.

Lungo il corso del medesimo ci si porta quindi all'altezza della chiesa di S. Antonio. Di qui si percorre la strada provinciale fino al successivo tornante (località Peschiera) e seguendo la strada così detta della valle si giunge al rio Valle. Lungo lo stesso ci si porta all'Avisio e si risale poi il fiume al punto di partenza.

(*Omissis*).

(2262)

DECRETO MINISTERIALE 27 febbraio 1970.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico dei filari di platani ai margini della strada statale 307, nel territorio del comune di S. Giorgio delle Pertiche.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Padova per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 21 novembre 1967, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, i filari di platani esistenti ai margini della strada statale 307 (detta del Santo) compresi nel territorio del comune di S. Giorgio delle Pertiche;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di S. Giorgio delle Pertiche;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che le predette alberature hanno notevole interesse pubblico perchè costituiscono per dimensione, continuità e sviluppo delle chiome un bene naturale avente carattere di cospicua bellezza e, nel complesso, anche il pregio di una rarità degna di essere tutelata;

Decreta:

I filari di platani esistenti ai margini della strada statale 307 (detta del Santo) nonchè una fascia ampia m. 20

ai lati della strada stessa compresi nel territorio del comune di S. Giorgio delle Pertiche hanno notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, e sono, quindi, sottoposti a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Padova.

La soprintendenza ai monumenti di Venezia curerà che il comune di S. Giorgio delle Pertiche provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 27 febbraio 1970

p. *Il Ministro*: LIMONI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Padova

A seguito di convocazione stabilita dal proprio presidente (d'intesa con il competente soprintendente ai monumenti medioevali e moderni), si è riunita il giorno 21 novembre 1967, alle ore 8,45, presso il palazzo della provincia di Padova, la commissione per la tutela del paesaggio e delle bellezze naturali della provincia di Padova.

(*Omissis*).

Su invito del presidente, la commissione passa quindi alla trattazione del successivo punto all'ordine del giorno:

Completamento proposta tutela alberature lungo la strada statale 307 (del Santo).

(*Omissis*).

La commissione, all'unanimità, delibera, a sensi dell'art. 1 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, nonchè dell'art. 9 del relativo regolamento in data 3 giugno 1940, n. 1357, di proporre al Ministro per la pubblica istruzione, la imposizione del vincolo di tutela previsto dalle norme sopra menzionate sui filari di platani esistenti ai margini della strada statale 307 (del Santo) e compresi nel territorio del comune di S. Giorgio delle Pertiche, nonchè di una fascia ampia m. 20 ai lati del tratto di strada sopraindicata.

(2263)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1970.

Approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla vita, presentate dalla società per azioni « Lloyd adriatico di assicurazioni vita », con sede in Trieste.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la domanda della società per azioni « Lloyd adriatico di assicurazioni vita », con sede in Trieste, intesa ad ottenere l'approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla vita;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le seguenti tariffe di assicurazione sulla vita, presentate dalla società per azioni « Lloyd adriatico di assicurazioni vita », con sede in Trieste:

Tariffa 10u (1931), relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

Tariffa 12 (1931), relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale decrescente annualmente, pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

Tariffa 12u (1931), relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale decrescente annualmente, pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo.

Roma, addì 28 febbraio 1970

Il Ministro: MAGRÌ

(2355)

DECRETO MINISTERIALE 9 marzo 1970.

Sostituzione di un componente del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto ministeriale 23 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 164 del 5 luglio 1965, relativo alla composizione del Comitato regionale per la programmazione economica della Puglia;

Vista la nota n. 2231/70 del 13 febbraio 1970, con la quale il presidente del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia comunica che lo avv. Franco Muschio Schiavone è stato eletto presidente dell'amministrazione provinciale di Taranto, in sostituzione del prof. Nicola Lazzaro, deceduto;

Ritenuta la necessità di sostituire nel comitato regionale per la programmazione economica della Puglia il prof. Nicola Lazzaro con l'avv. Franco Muschio Schiavone;

Decreta:

Articolo unico

L'avv. Franco Muschio Schiavone, eletto presidente dell'amministrazione provinciale di Taranto, fa parte del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia in sostituzione del prof. Nicola Lazzaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 marzo 1970

Il Ministro: CARON

(2357)

DECRETO MINISTERIALE 9 marzo 1970.

Sostituzione di un componente del comitato regionale per la programmazione economica della Toscana.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO
E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto ministeriale 16 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 162 del 3 luglio 1965, relativo alla composizione del comitato regionale per la programmazione economica della Toscana;

Vista la nota n. 553/Gab. del 17 febbraio 1970, con la quale la prefettura di Massa-Carrara comunica che il dott. Raffaele Boselli è stato nominato commissario prefettizio dell'amministrazione provinciale di Massa-Carrara, in sostituzione dell'avv. Carlo Malatesta, dimissionario;

Ritenuta la necessità di sostituire nel comitato regionale per la programmazione economica della Toscana l'avv. Carlo Malatesta con il dott. Raffaele Boselli;

Decreta:

Articolo unico

Il dott. Raffaele Boselli, nominato commissario prefettizio dell'amministrazione provinciale di Massa-Carrara, fa parte del comitato regionale per la programmazione economica della Toscana in sostituzione dell'avvocato Carlo Malatesta.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 marzo 1970

Il Ministro: CARON

(2356)

DECRETO MINISTERIALE 9 marzo 1970.

Sostituzione di un componente del comitato regionale per la programmazione economica della Liguria.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO
E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto ministeriale 23 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 162 del 3 luglio 1965, relativo alla composizione del comitato regionale per la programmazione economica della Liguria;

Vista la nota n. 365 del 9 dicembre 1969, con la quale il presidente del comitato regionale per la programmazione economica della Liguria comunica che il dottor Oreste Goffredi è stato nominato commissario prefettizio del comune di La Spezia;

Ritenuta la necessità di sostituire nel comitato regionale per la programmazione economica della Liguria il prof. Ettore Spora con il dott. Oreste Goffredi;

Decreta:

Articolo unico

Il dott. Oreste Goffredi, nominato commissario prefettizio del comune di La Spezia, fa parte del comitato regionale per la programmazione economica della Liguria in sostituzione del prof. Ettore Spora.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 marzo 1970

Il Ministro: CARON

(2358)

DECRETO MINISTERIALE 10 marzo 1970.

Modificazioni al decreto ministeriale 6 agosto 1963 contenente norme per la concessione dell'esenzione dall'imposta di fabbricazione o dalla corrispondente sovrimposta di confine sui prodotti petroliferi destinati all'azionamento delle macchine agricole.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il decreto-legge 28 febbraio 1939, n. 334, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739, concernente il regime fiscale dei prodotti petroliferi, e le successive modificazioni;

Visto il decreto-legge 5 maggio 1957, n. 271, convertito, con modificazioni, nella legge 2 luglio 1957, n. 474, riguardante disposizioni per la prevenzione e la repressione delle frodi nel settore degli oli minerali;

Vista la legge 31 dicembre 1962, n. 1852, recante modificazioni al regime fiscale dei prodotti petroliferi, e le successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 6 agosto 1963 contenente norme per la concessione della esenzione dall'imposta di fabbricazione o dalla corrispondente sovrimposta di confine sulla benzina, sul petrolio lampante, sugli oli da gas e sugli oli combustibili destinati all'azionamento delle macchine agricole;

Ritenuta l'opportunità di apportare alcune modificazioni al predetto decreto ministeriale 6 agosto 1963;

Decreta:

Art. 1.

Nell'art. 15 del decreto ministeriale 6 agosto 1963, la lettera *h*) del secondo comma è sostituita dalla seguente:

« *h*) i prodotti dell'azienda agricola da sottoporre a trebbiatura, sgranatura ovvero ad essiccazione, rispettivamente, in aie esterne od in impianti posti fuori dell'azienda agricola nonchè i prodotti ricavati od essiccati dalle aie o dagli essiccatoi all'azienda stessa ovvero ai luoghi di cui al precedente punto 1) ».

Nell'art. 16 del predetto decreto ministeriale 6 agosto 1963, dopo il punto 2) del secondo comma, è aggiunto il seguente punto:

« 3) l'essiccazione dei prodotti agricoli effettuata in impianti situati anche fuori dell'azienda agricola nella quale sono stati ottenuti ».

Art. 2.

La lettera *a*) del quarto comma dell'art. 20 del decreto ministeriale 6 agosto 1963, è sostituita dalla seguente:

« *a*) rilascia il buono di prelevamento per quantitativi che, normalmente, non debbono superare il prevedibile fabbisogno di un trimestre e lo rimette direttamente al deposito dal quale i prodotti dovranno essere prelevati. Qualora l'assegnazione annuale non ecceda i dieci quintali per il petrolio lampante, per gli oli da gas e per gli oli combustibili ed i due quintali per la benzina, il buono di prelevamento può essere rilasciato per l'intera assegnazione ».

Art. 3.

Il primo comma dell'art. 23 del decreto ministeriale 6 agosto 1963, è sostituito dal seguente:

« Alla fine di ogni anno e non più tardi del 30 giugno dell'anno successivo gli utenti dovranno presentare la

dichiarazione di cui all'art. 17 nonchè i libretti di controllo e quelli supplementari alla Sezione provinciale dell'U.M.A. che ne accerta la regolare tenuta ».

Art. 4.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 marzo 1970

Il Ministro per le finanze
BOSCO

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
SEDATI

(2705)

DECRETO MINISTERIALE 10 marzo 1970.
Sostituzione di un compònente del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto ministeriale 23 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 164 del 5 luglio 1965, relativo alla composizione del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia;

Vista la nota n. 2231/70 del 13 febbraio 1970, con la quale il presidente del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia comunica che il geom. Michele Bovino è stato eletto sindaco del comune di Corato, in sostituzione del dott. Domenico Calvi, dimissionario;

Ritenuta la necessità di sostituire nel comitato regionale per la programmazione economica della Puglia il dott. Domenico Calvi con il geom. Michele Bovino;

Decreta:

Articolo unico.

Il geom. Michele Bovino, eletto sindaco del comune di Corato, fa parte del comitato regionale per la programmazione economica della Puglia in sostituzione del dott. Domenico Calvi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 marzo 1970

Il Ministro: CARON

(2388)

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1970.
Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Firenze.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Ritenuto che con decreto ministeriale n. 9716, del 26 settembre 1960 è stata classificata provinciale la strada di « Vallombrosa », con l'esclusione del tratto intermedio « Pian di Melosa-Vallombrosa-Saltino »;

Vista la delibera 27 ottobre 1965, n. 458/*C*, con la quale l'amministrazione provinciale di Firenze ha chiesto la classificazione a provinciale del succitato tratto intermedio;

Visto il voto 10 novembre 1969, n. 1870, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha riconosciuto che il tratto di strada in parola ha i requisiti voluti dagli articoli 4-*b* e 4-*d* della legge n. 126;

Ritenuto che il suddetto tratto di strada, può, pertanto, essere classificato provinciale a termini dell'articolo 5 della legge medesima;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, il tratto di strada intermedio « Pian di Melosa-Vallombrosa-Saltino », di km. 5+378 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario), è classificato provinciale.

Art. 2.

Il tracciato della strada provinciale di « Vallombrosa », di complessivi km. 24+164, sarà pertanto il seguente: « da Pelago per gli abitati di Pian di Melosa, Vallombrosa, Saltino, a Reggello ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 marzo 1970

Il Ministro: NATALI

(2442)

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1970.
Declassificazione dalle provinciali di un tratto di strada in provincia di Pistoia.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Vista la delibera 15 marzo 1968, n. 41, con la quale l'amministrazione provinciale di Pistoia ha chiesto la declassificazione a comunale dei seguenti due tratti della strada provinciale « Lamporecchio-Vinci » dismessi a seguito della costruzione di varianti:

1) tratto iniziale da piazza Berni, nel capoluogo del comune di Lamporecchio fino alla frazione di Borgano in località quadrivio delle scuole, della lunghezza di km. 2+066;

2) tratto intermedio tra la frazione di Borgano e la località Casuccia, con inizio alla biforcazione della strada poderale in destra e termine al bivio con la strada della Torretta, della lunghezza di km. 0+310;

Visto il voto 10 novembre 1969, n. 1874, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso, al riguardo, parere favorevole;

Ritenuto che per quel che concerne il tratto di cui al n. 2), non deve darsi corso a formale provvedimento, in quanto, non essendo stati alterati i capisaldi della variante cui il tratto stesso è sotteso, trova applicazione l'art. 6 della legge n. 126;

Ritenuto che occorre, invece, procedere con formale provvedimento alla declassificazione per il tratto di cui al n. 1);

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, il tratto iniziale della strada provinciale « Lamporecchio-Vinci », da piazza Berni, in comune di Lamporecchio fino alla frazione di Borgano, in località quadrivio delle scuole, della lunghezza di km. 2+066, cessa di appartenere al novero delle strade provinciali ed è classificato comunale entrando a far parte dell'elenco delle strade comunali del comune di Lamporecchio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 marzo 1970

Il Ministro: NATALI

(2440)

DECRETO MINISTERIALE 13 marzo 1970.

Sostituzione di un membro del consiglio generale dello ente autonomo « Fiera di Trieste - Campionaria internazionale ».

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 16 marzo 1961, n. 805, col quale è stato approvato lo statuto dell'ente autonomo « Fiera di Trieste - Campionaria internazionale » 10 maggio 1962, n. 838; 13 settembre 1966, n. 853 e 1° ottobre 1969, n. 837, che lo hanno modificato;

Visto il proprio decreto 15 luglio 1967, riguardante la nomina, per un quadriennio, del consiglio generale dell'ente;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del dott. Carlo Romano, rappresentante del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato nel consiglio stesso, deceduto;

Decreta:

Il dott. Vittorio Cito è nominato membro del consiglio generale dell'ente autonomo « Fiera di Trieste - Campionaria internazionale », in rappresentanza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, in sostituzione del dott. Carlo Romano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 13 marzo 1970

Il Ministro: MAGRÌ

(2443)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 12 marzo 1970.

Proroga della gestione commissariale del comune di Palagianello.

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 12 dicembre 1969 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 4 del 7 gennaio 1970, è stato disposto lo scioglimento del consiglio comunale di Palagianello per i motivi indicati nella relazione ministeriale allegata al predetto decreto, e nominato commissario straordinario al comune il consigliere di 1ª classe, dott. Pasqualino Zuppardi.

Il commissario straordinario per la paralisi funzionale dei normali organi dell'amministrazione comunale disciolta, protrattasi per lungo tempo, ha dovuto affrontare gravi e complessi problemi che è stato necessario porre sul piano di concreta realizzazione, provvedendo oltre che alla impostazione ed approvazione del bilancio di previsione per l'esercizio 1969, al cui adempimento il consiglio comunale non aveva ancora ottemperato, all'approntamento del bilancio di previsione per l'esercizio in corso, alla adozione di provvedimenti relativi al riassetto della finanza comunale, al riordinamento degli uffici e personale municipale, alla esecuzione di lavori pubblici ed alla impostazione di nuove opere.

I risultati di tale azione, dalla quale ritrarranno indiscutibile vantaggio il comune e notevole contributo le condizioni della popolazione, sarebbero compromessi ed in parte annullati ove, allo scadere del normale periodo di carica, il commissario dovesse interrompere la sua opera.

Dalle su esposte considerazioni emerge la necessità di prorogare la gestione straordinaria in atto presso il comune di Palagianello ai sensi degli articoli 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839 e 10 del testo unico 16 maggio 1960, n. 570, con la conferma al consigliere di 1ª classe, dott. Pasqualino Zuppardi dei poteri di cui al sopra citato decreto del Presidente della Repubblica.

A ciò si è provveduto con il decreto prefettizio di pari data, unito alla presente relazione.

Taranto, addì 12 marzo 1970

Il prefetto: RIZZOLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TARANTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 12 dicembre 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 4 del 7 gennaio 1970, con il quale è stato disposto lo scioglimento del consiglio comunale di Palagianello e nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione di detto comune il dott. Pasqualino Zuppardi, consigliere di 1ª classe, di questa prefettura;

Considerato che il 12 marzo 1970 scade il termine di durata della gestione straordinaria previsto dal primo comma dell'art. 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148;

Ritenuta la necessità che la gestione commissariale venga prorogata di altri tre mesi per i motivi esposti nella relazione illustrativa allegata al presente decreto e di cui costituisce parte integrante;

Visti gli articoli 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839 e 10 del testo unico 16 maggio 1960, n. 570;

Decreta:

La gestione straordinaria del comune di Palagianello è prorogata di tre mesi.

All'attuale commissario straordinario dott. Pasqualino Zuppardi sono confermati per il suddetto periodo di tempo i poteri conferitigli col decreto del Presidente della Repubblica in data 12 dicembre 1969.

Taranto, addì 12 marzo 1970

Il prefetto: RIZZOLI

(2680)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Gustavo Muñoz Duran, console dell'Uruguay a Roma.

(2290)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur alla signorina Shirley E. Otis, vice console degli U.S.A. a Torino.

(2291)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Salvatore Saito, vice console onorario dei Paesi Bassi a Gela.

(2407)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Drago Žvab, console di Jugoslavia a Trieste.

(2408)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Giuseppe Loi, console onorario dei Paesi Bassi a Cagliari.

(2409)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Enrico Gagliardi, console onorario dei Paesi Bassi ad Ancona.

(2410)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Jean Savelli, console generale di Francia a Napoli.

(2411)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Edric Sherman, vice console degli U.S.A. a Milano.

(2412)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Stefan C. Nadzo, vice console degli U.S.A. a Palermo.

(2413)

In data 3 marzo 1970 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Bonifacio Pansini, console generale onorario d'Austria a Bari.

(2414)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Frassilongo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 18 marzo 1970, il comune di Frassilongo (Trento) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 962.500, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2651)

Autorizzazione al comune di Aprigliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 20 marzo 1970, il comune di Aprigliano (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 43.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2656)

Autorizzazione al comune di Boara Pisani ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 18 marzo 1970, il comune di Boara Pisani (Padova) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.086.620, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2657)

Autorizzazione al comune di Campana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 20 marzo 1970, il comune di Campana (Cosenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 27.391.695, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(2658)

Autorizzazione al comune di Foggia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 17 marzo 1970, il comune di Foggia viene autorizzato ad assumere un mutuo di lire 4.293.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2659)

Autorizzazione al comune di Montevarchi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 18 marzo 1970, il comune di Montevarchi (Arezzo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 154.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2660)

Autorizzazione al comune di Bologna ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 17 marzo 1970, il comune di Bologna viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 973.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2661)

Autorizzazione al comune di Motta S. Giovanni ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1969.

Con decreto ministeriale in data 20 marzo 1970, il comune di Motta S. Giovanni (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 11.339.722, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(2662)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Seconda estrazione per l'ammortamento degli speciali certificati di credito 5,50 %, di cui al decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito, con modificazioni, nella legge 13 maggio 1967, n. 267 ed al decreto ministeriale 9 ottobre 1967.

Si rende noto che il giorno 18 aprile 1970, alle ore 10, in Roma, presso la direzione generale del debito pubblico, via Goito n. 1, in una sala aperta al pubblico, avrà luogo, ai fini dell'ammortamento, la ricognizione delle cinquantacinque serie attualmente vigenti, degli speciali certificati di credito 5,50 %, emessi per l'attuazione di interventi nel settore dei prodotti ortofrutticoli, in base al decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito, con modificazioni, nella legge 13 maggio 1967, n. 267 ed al decreto ministeriale 9 ottobre 1967.

Successivamente il giorno 20, nella medesima sala ed alla stessa ora, sarà provveduto alla seconda estrazione di sei serie.

Il capitale dei certificati appartenenti alle serie che risulteranno sorteggiate sarà rimborsato a partire dal 1° luglio 1970.

I numeri delle serie sorteggiate saranno pubblicati in supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 marzo 1970

(2686)

Prima estrazione per l'ammortamento degli speciali certificati di credito 5,50 %, di cui al decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito, con modificazioni, nella legge 13 maggio 1967, n. 267 ed al decreto ministeriale 2 febbraio 1968.

Si rende noto che il giorno 18 aprile 1970, alle ore 10, in Roma, presso la direzione generale del debito pubblico, via Goito n. 1, in una sala aperta al pubblico, avrà luogo, ai fini dell'ammortamento, la ricognizione e l'imbussolamento delle ottantuno serie, contraddistinte con i numeri romani dalla I alla LXXXI, degli speciali certificati di credito 5,50 %, emessi per l'attuazione di interventi nel settore dei prodotti ortofrutticoli, in base al decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito, con modificazioni, nella legge 13 maggio 1967, n. 267 ed al decreto ministeriale 2 febbraio 1968.

Successivamente il giorno 20, nella medesima sala ed alla stessa ora, sarà provveduto alla prima estrazione di undici serie.

Il capitale dei certificati appartenenti alle serie che risulteranno sorteggiate sarà rimborsato a partire dal 1° luglio 1970.

I numeri delle serie sorteggiate saranno pubblicati in supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 marzo 1970

(2687)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 59

Corso dei cambi del 27 marzo 1970 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA .	628,95	629 —	629,40	629 —	629 —	628,95	629 —	628 —	628,95	629 —
Dollaro canadese	586,30	586,30	586,50	586,10	585,90	586,30	586,25	586,10	586,30	586,30
Franco svizzero .	145,98	146,04	145,90	145,985	145,95	145,98	146 —	145,985	145,98	146 —
Corona danese .	83,94	83,95	84,05	83,95	83,90	83,94	84,05	83,95	83,94	83,92
Corona norvegese .	88,09	88,10	88,17	88,085	88,20	88,09	88,16	88,085	88,09	88,07
Corona svedese	121,08	121,08	121 —	121,10	121,10	121,08	121,03	121,10	121,08	121,07
Fiorino olandese	173,25	173,25	173,30	173,30	173,10	173,25	173,40	173,30	173,25	173,25
Franco belga .	12,66	12,67	12,6775	12,66875	12,65	12,66	12,6725	12,66875	12,66	12,665
Franco francese	113,50	113,50	113,65	113,53	113,45	113,50	113,57	113,53	113,50	113,46
Lira sterlina .	1513,60	1513,50	1514 —	1514,20	1512,75	1513,60	1514,50	1514,20	1513,60	1513,50
Marco germanico .	171,63	171,65	171,65	171,67	171,50	171,63	171,70	171,67	171,63	171,46
Scellino austriaco .	24,31	24,31	24,315	24,3110	24,25	24,31	24,315	24,3110	24,31	24,31
Escudo portoghese	22,06	22,05	22,10	22,04	22,15	22,06	22,11	22,04	22,06	22,05
Peseta spagnola .	9 —	9,01	9,025	9,005	9 —	9,01	9,013	9,005	9 —	9,01

Media dei titoli del 27 marzo 1970

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	93,625
Redimibile 3,50 % 1934 .	98,775
» 3,50 % (Ricostruzione)	79,875
» 5 % (Ricostruzione) .	93,225
» 5 % (Riforma fondiaria) . .	84,875
» 5 % (Città di Trieste)	93,225
» 5 % (Beni esteri)	84,725
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	85,50
» 5,50 % » » 1968-83	88,60
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976 .	97,05
» » » 5,50 % 1976 .	99,225
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1977	99,30
» » » 5,50 % 1977	99,65
» » » 5,50 % 1978	99,375
» » » 5,50 % 1979	99,90
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1971) . .	98,70
» 5 % (» 1° aprile 1973) . .	94,15
» 5 % (» 1° aprile 1974) . .	92,15
» 5 % (» 1° aprile 1975) . .	91,95
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	91,80
» 5 % (» 1° gennaio 1977) . .	91,075
» 5 % (» 1° aprile 1978) . .	90,125

Il contabile del portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 27 marzo 1970

Valuta	Cambio
Dollaro USA .	629 —
Dollaro canadese	586,175
Franco svizzero	145,992
Corona danese .	84 —
Corona norvegese	88,122
Corona svedese	121,065
Fiorino olandese	173,35
Franco belga	12,671
Franco francese	113,55
Lira sterlina	1514,35
Marco germanico	171,685
Scellino austriaco	24,313
Escudo portoghese	22,075
Peseta spagnola	9,009

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Concorso regionale pubblico per titoli ed esami a cinque posti di ingegnere in prova del genio civile per uffici aventi sede nell'Abruzzo.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il regolamento per il personale del genio civile approvato con regio decreto 7 settembre 1911, n. 1249 e successive modificazioni;

Visto il testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto l'art. 13 del decreto legislativo 18 novembre 1966, n. 976, convertito in legge 23 dicembre 1966, n. 1142;

Considerato che nella qualifica iniziale del ruolo degli ingegneri del genio civile vi sono alla data odierna 160 vacanze, di cui la metà, pari a ottanta, può essere conferita mediante concorsi regionali pubblici per titoli ed esami, ai sensi dell'art. 13 del decreto legislativo n. 976 succitato;

Ritenuta l'opportunità di bandire un concorso regionale pubblico per titoli ed esami a cinque posti di ingegnere in prova del genio civile per gli uffici aventi sede nell'Abruzzo;

Decreta:

Art. 1.

Posti a concorso

E' indetto un concorso regionale pubblico per titoli ed esami a cinque posti di ingegnere in prova nel ruolo della carriera tecnica direttiva del genio civile per gli uffici di questa amministrazione aventi sede nell'Abruzzo.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti devono essere muniti dei seguenti requisiti alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande:

1) cittadinanza italiana; sono equiparati ai cittadini italiani gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

2) laurea in ingegneria e titolo di abilitazione all'esercizio della professione di ingegnere;

3) buona condotta;

4) idoneità fisica all'impiego;

5) età non inferiore agli anni 18 e non superiore ai 32, tranne che l'aspirante rivesta la qualifica di impiegato statale di ruolo ordinario o di operaio permanente dello Stato nel qual caso si prescinde dal limite massimo di età;

6) avere il godimento dei diritti politici;

7) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

Per le categorie di candidati a cui favore leggi speciali prevedono deroghe il limite massimo di età non può superare anche in caso di cumulo di benefici i 40 anni ovvero i 55 per i mutilati ed invalidi di guerra e per coloro ai quali è esteso lo stesso beneficio.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione ovvero siano decaduti dall'impiego stesso per averlo conseguito mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

L'amministrazione si riserva di provvedere d'ufficio all'accertamento del requisito della buona condotta morale e civile, ~~nonchè delle cause di risoluzione dei precedenti rapporti di pub~~blico impiego.

L'ammissione al concorso potrà essere negata per difetto dei requisiti prescritti con decreto motivato del Ministro.

Art. 3.

Presentazione delle domande e dei titoli

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo in conformità dello schema esemplificativo di cui all'allegato 2 e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno essere direttamente presentate o fatte pervenire al Ministero degli affari generali e del personale, divisione 2ª, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La data di arrivo della domanda è stabilita dal bollo data apposto dal Ministero.

Nella domanda l'aspirante dovrà dichiarare, sotto la propria personale responsabilità:

a) il cognome e il nome;

b) il luogo e la data di nascita, nonchè, qualora abbia superato il limite di età di anni 32, i titoli che gli danno diritto all'aumento del limite stesso;

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il comune dove è iscritto nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) di non aver riportato condanne penali e di non avere procedimenti penali pendenti, indicando, in caso contrario, le une e gli altri;

f) il possesso della laurea in ingegneria con l'indicazione dell'Università presso cui è stata conseguita e dell'anno accademico;

g) il possesso del diploma di abilitazione all'esercizio della professione di ingegnere;

h) la propria posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i) la propria residenza attuale, nonchè la precedente residenza nel caso in cui il cambio sia avvenuto da meno di un anno;

l) i servizi eventualmente prestati come impiegato presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

m) se intende sostenere la prova scritta facoltativa di lingua inglese o di lingua tedesca o di entrambe;

n) l'indirizzo al quale chiede che gli siano trasmesse eventuali comunicazioni;

o) l'impegno di raggiungere in caso di nomina uno degli uffici di questa amministrazione aventi sede nell'Abruzzo.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del comandante del Corpo al quale appartengono.

Non si terrà conto delle domande che perverranno dopo il termine di cui al primo comma del presente articolo, anche se spedite per posta o per qualsiasi altro mezzo, nè delle domande non compilate nella forma e con tutte le indicazioni di cui ai commi precedenti, nè di quelle non autenticate e non recanti il visto prescritto.

L'amministrazione si riserva tuttavia di concedere agli interessati un ulteriore breve termine per la sola rettifica delle domande che non risultassero regolari.

Ai fini della valutazione, da parte della commissione esaminatrice, dei titoli accademici, professionali, didattici, scientifici, ecc. e per l'attribuzione del relativo punteggio, gli aspiranti dovranno allegare alla domanda di partecipazione al presente concorso:

1) certificato di laurea, con l'indicazione dei voti riportati nei singoli esami del corso di studio e nell'esame di laurea;

2) ogni altro titolo che, a loro giudizio, intendano far valere ai fini del presente concorso; detti titoli devono risultare da documenti ufficiali in originale, o in copia autentica;

3) esposizione in carta semplice dell'attività professionale, scientifica ed eventualmente didattica svolta;

4) elenco in carta semplice dei titoli e delle pubblicazioni che vengono presentate.

La valutazione dei titoli precederà le prove di esame e verrà effettuata in base a criteri prestabiliti dalla commissione.

A norma dell'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, per i titoli non può essere attribuito un punteggio complessivo superiore a cinque decimi.

Art. 4.

Commissione di esame

La commissione esaminatrice del concorso, composta a norma dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n 686, sarà nominata con successivo decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 5.

Svolgimento degli esami

Gli esami avranno luogo in Campobasso e consteranno di tre prove scritte e di una prova orale nelle materie elencate nel programma annesso al presente decreto (allegato n. 1).

Inoltre tutti i candidati devono sostenere per iscritto una prova di lingua francese.

I candidati che nella domanda di ammissione avranno chiesto di volersi sottoporre all'esame scritto di lingua tedesca o inglese sosterranno la prova nello stesso giorno; detta prova consisterà nella traduzione in italiano di un brano della lingua che hanno dichiarato di conoscere.

Per le prove sostenute nelle lingue suddette la commissione aggiunge alla votazione definitiva un coefficiente che in ogni caso non può superare un ventesimo.

Per lo svolgimento delle prove si osserveranno le disposizioni contenute nel decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante norme di esecuzione del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto.

I candidati ammessi al concorso avranno comunicazione del diario delle prove scritte almeno quindici giorni prima dell'inizio di esse.

Nel stesso termine, il suddetto diario sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno 7/10 nelle prove scritte e non meno di 6/10 in ciascuna di esse.

Ai candidati ammessi alla prova orale sarà data comunicazione dell'avvenuta ammissione, con l'indicazione del voto riportato in ciascuna delle prove scritte. L'avviso per la presentazione alla prova orale sarà dato ai singoli candidati non meno di venti giorni prima di quello in cui essi debbono sostenere la prova stessa.

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avrà ottenuto in essa la votazione di almeno 6/10.

Al termine di ogni seduta dedicata alla prova orale la commissione giudicatrice formerà l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione del voto da ciascuno riportato, elenco che verrà affisso nello stesso giorno nell'albo dell'amministrazione.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte e del voto ottenuto in quella orale, nonchè del voto conseguito nella valutazione dei titoli e del coefficiente per le lingue straniere.

Art. 6.

Documenti personali di riconoscimento

Per sostenere le prove di esame il candidato dovrà essere munito di uno dei seguenti documenti:

a) fotografia applicata su carta bollata da L. 400, con firma autenticata dal sindaco o da un notaio, in data non anteriore ad un anno;

b) libretto ferroviario, se il candidato è dipendente di una amministrazione dello Stato;

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) passaporto;

f) carta di identità;

g) patente di guida.

I documenti di cui alle lettere *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) e *g*) non devono essere scaduti pel decorso del termine di validità previsto per ciascuno di essi.

Art. 7.

Titolo di preferenza e precedenza

I concorrenti che abbiano superato la prova orale dovranno far pervenire al Ministero dei lavori pubblici - Direzione generale degli affari generali e del personale - Divisione 2ª, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di ricezione dell'invito, i documenti attestanti il possesso di eventuali titoli validi ai fini della preferenza e precedenza alla nomina, nonchè quelli relativi all'elevazione del limite massimo di età.

I titoli di preferenza o precedenza alla nomina, elencati nell'allegato 4 del presente decreto, sono validi anche se vengono conseguiti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, di cui all'articolo 3, purchè possano essere documentati entro il termine di cui al comma precedente.

Art. 8.

Graduatoria

La graduatoria di merito, formata dalla commissione esaminatrice, ai sensi dell'art. 7 del testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, sarà approvata, previo accertamento della regolarità del procedimento, con decreto ministeriale, con il quale saranno altresì dichiarati i vincitori e gli idonei del concorso sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei candidati idonei sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero dei lavori pubblici. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 9.

Documenti di rito

I candidati dichiarati vincitori saranno invitati a presentare, a pena di decadenza, nel termine di giorni trenta decorrenti dalla data di ricezione del relativo invito, i seguenti documenti in carta bollata ai sensi delle disposizioni vigenti:

1) estratto dell'atto di nascita rilasciato dall'ufficiale di stato civile del comune di origine;

2) certificato di cittadinanza italiana rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza oppure dall'ufficiale di stato civile del comune di origine;

3) diploma originale o copia autentica di uno dei titoli di studio indicati nel precedente art. 2 al n. 2;

4) certificato rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso. Per i minori degli anni 21 il certificato, la cui produzione in ogni caso è obbligatoria, conterrà quest'ultima dichiarazione;

5) certificato generale del casellario giudiziale rilasciato dal segretario della procura della Repubblica;

6) certificato medico attestante la idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego oggetto del presente concorso.

Il certificato medico deve essere rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario del comune e deve contenere la dichiarazione che sono stati eseguiti gli accertamenti sierologici del sangue, ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Per gli invalidi di guerra, per gli invalidi per fatti di guerra e per gli invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 e per gli invalidi per servizio e mutilati e invalidi civili il certificato deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, nonchè delle condizioni attuali risultanti dall'esame obiettivo, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendono idoneo al disimpegno delle mansioni dell'impiego per il quale concorre.

L'amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre a visita medica di controllo da parte di un sanitario di sua fiducia i candidati vincitori per i quali lo ritenga necessario;

7) documento militare:

a) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare:

copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

b) per i candidati che siano stati dichiarati « abili arruolati » dal competente consiglio di leva ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

1) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare rilasciati dal distretto militare competente;

2) se assegnati in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I documenti sopraindicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

c) per i candidati che siano dichiarati riformati o rivedibili dal competente consiglio di leva:

1) se il giudizio è stato adottato dal consiglio di leva presso il comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre): certificato di esito di leva rilasciato dal sindaco, e contenente il visto di conferma del commissario di leva;

2) se il giudizio è stato adottato da una capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima): certificato di esito di leva rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto;

d) per i candidati infine che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del consiglio di leva; certificato di iscrizione nelle liste di leva rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestri ovvero analogo certificato, rilasciato dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I concorrenti che siano impiegati statali di ruolo, anche se in prova, e quelli già inquadrati nei ruoli aggiunti delle amministrazioni statali possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 3) e 6) del presente articolo, ma dovranno esibire una copia integrale dello stato matricolare rilasciato dalla amministrazione di provenienza, con l'indicazione delle note di qualifica o dei giudizi complessivi riportati nell'ultimo quinquennio, in data non anteriore di tre mesi a quella di ricezione della richiesta.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella b) allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano un certificato di povertà, ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I documenti di cui ai numeri 2), 4), 5) e 6) debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricezione della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo.

Non si ammettono riferimenti a documenti presentati ad altre amministrazioni statali, compresa quella dei lavori pubblici.

Dei documenti che saranno presentati o perverranno alla Direzione generale degli affari generali e del personale - Divisione 2ª, dopo i termini stabiliti non sarà tenuto conto ai fini del presente concorso, anche se siano stati spediti per posta o per qualsiasi altro mezzo entro i termini medesimi.

amministrazione, peraltro, potrà concedere un ulteriore brevissimo termine esclusivamente per la rettifica dei documenti non ritenuti regolari.

L'amministrazione potrà concedere una proroga di non oltre trenta giorni per la presentazione dei documenti da parte di quei candidati che dimostreranno di aver dovuto, in dipendenza di avvenimenti politici connessi con la guerra, abbandonare la residenza del territorio di confine e di non avervi potuto far ritorno.

Art. 10.

Periodo di prova - Nomina in ruolo e trattamento economico

I vincitori del concorso che avranno presentato nel termine di cui all'art. 9 i documenti prescritti conseguiranno la nomina in prova e saranno destinati a prestare servizio presso uno degli uffici di questa amministrazione aventi sede nell'Abruzzo.

Ad essi sarà corrisposto durante il periodo di prova un assegno mensile pari al dodicesimo dello stipendio annuo della qualifica iniziale stabilito per gli impiegati di ruolo con il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19, oltre alle altre indennità spettanti in base alle vigenti disposizioni.

Il periodo di prova avrà la durata di sei mesi, compiuto il quale i vincitori, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione, conseguiranno la nomina in ruolo.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio fosse ancora sfavorevole, verrà dichiarata la risoluzione del rapporto d'impiego con decreto motivato del Ministro.

In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

I concorrenti che abbiano superato gli esami ed eccedano il numero dei posti messi a concorso non acquistano alcun diritto a coprire i posti che si facciano successivamente vacanti, salva la facoltà per l'amministrazione di cui agli articoli 3 e 8 del citato testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati dello Stato.

Agli impiegati provenienti da altri ruoli del personale statale con stipendio superiore a quello spettante nella nuova qualifica, saranno corrisposti gli assegni previsti dall'art. 202 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati dello Stato.

Ai vincitori che provengono dal personale non di ruolo, compete il trattamento economico di cui all'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207.

Art. 11.

Rinvio

Per ciò che non è contemplato nel presente bando, valgono le norme contenute nel citato testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato e quelle contenute nel decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 febbraio 1970

Il Ministro: NATALI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 febbraio 1970
Registro n. 5, foglio n. 57

ALLEGATO 1

PROGRAMMA DI ESAME

1) *Viabilità*

a) Tracciamento planimetrico o altimetrico e sezioni trasversali di strade statali, provinciali e comunali o di autostrade, computo metrico dei movimenti di materie e loro distribuzione e trasporto;

b) Forma e dimensione delle opere d'arte e relativi calcoli di stabilità (muri di sostegno, tombini, ponti o viadotti in muratura, in ferro, in cemento armato e in legname). Sistemi di centinature delle grandi volte - fondazione - gallerie;

c) Opere di consolidamento di terrapieni e delle trincee in terreni franosi;

d) Rilevamenti di terreni - istrumenti relativi;

e) Sistema di pavimentazione e manutenzione del piano stradale.

2) *Opere idrauliche*

a) Idrografia fisica od idrometrica dei corsi d'acqua;

b) Correzione e sistemazione dei fiumi e torrenti ed opere di difesa relative, imboschimenti, briglie, arginatura, chiaviche di scolo e di derivazione;

c) Utilizzazione delle acque, bacini di ritenuta, dighe, canali di irrigazione, industriali e di navigazione, opere d'arte relative e loro calcolazione - impianti idroelettrici - condotte forzate;

d) Allacciamento, conduzione e distribuzione delle acque potabili, opere d'arte relative e loro calcolazione - fognature;

e) Bonifica per colmata e prosciugamento naturale e meccanico.

3) *Opere marittime*

a) Disposizione generale dei porti;

b) Scogliere, moli, banchine e loro arredamento, scavi;

c) Fari;

d) Difesa delle spiagge.

4) *Elettrotecnica*

Nozioni generali e particolareggiate sugli impianti di produzione di energia elettrica, linee di trasporto e di distribuzione.

5) *Edilizia*

a) Edifici pubblici e case di abitazione civili, strutture e calcoli di stabilità dei solai, dei tetti e delle altre parti di detti fabbricati, fondazioni;

b) Edifici industriali, strutture portanti in cemento armato, in ferro o in legno e relativi calcoli di stabilità;

c) Prescrizione per l'esecuzione delle opere in conglomerato cementizio semplice od armato.

6) *Materiali da costruzione*

a) Scelta ed impiego dei materiali, composizione delle malte dei conglomerati;

b) Norme per la prova e l'accettazione dei materiali da costruzione.

7) *Macchine*

Macchine termiche ed idrauliche con speciale riguardo alle macchine di sollevamento ed alle pompe.

8) *Fisica tecnica*

Applicazione della fisica tecnica agli impianti di riscaldamento e di ventilazione.

9) *Legislazione*

Leggi e regolamenti sui lavori pubblici e sulla circolazione stradale. Nozioni elementari di statistica.

Lingua francese

Relazione tecnica in lingua francese.

Roma, addì 6 febbraio 1970

Il Ministro: NATALI

ALLEGATO 2

Schema esemplificativo della domanda da inviarsi su carta da bollo

Al Ministero dei lavori pubblici Direzione generale degli affari generali e del personale · Div. 2ª ROMA

Il sottoscritto . nato a . (prov. di .) il residente in . (prov. di .) via . n. . . (1) chiede di essere ammesso al concorso a cinque posti di ingegnere in prova del genio civile per uffici aventi sede nell'Abruzzo.

Fa presente (2) di aver diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'art. 4 del bando perchè

Dichiara sotto la propria responsabilità:

a) di essere cittadino italiano;

b) di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di . (3);

c) di non aver riportato condanne penali e di non aver procedimenti penali pendenti (4);

d) di essere in possesso del seguente titolo di studio . conseguito presso . in data . . . . . e di essere altresì in possesso del diploma di abilitazione all'esercizio della professione conseguito in data .;

e) per quanto riguarda gli obblighi militari la sua posizione è la seguente . . (5);

f) di essere attualmente alle dipendenze del Ministero . . con la qualifica di . . presso il quale è stato assunto il . . (oppure: di non essere alle dipendenze di alcuna amministrazione statale);

g) di non essere stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione (6) e di non essere stato dichiarato decaduto da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127 del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato; approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile;

h) di impegnarsi in caso di nomina a raggiungere qualsiasi residenza.

Data

Firma (autenticata) (7)

Indirizzo presso il quale desidera che vengano inviate eventuali comunicazioni

---

(1) Nel caso in cui sia avvenuto, da meno di un anno, il cambio di residenza, indicare la precedente residenza.

(2) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati che, avendo superato, alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande, il 32° anno di età, siano in possesso di uno o più requisiti di cui all'art. 4 del bando, che danno titolo alla elevazione del suddetto limite di età.

(3) In caso contrario indicare i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste elettorali.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziario); la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso, nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(5) Secondo i casi: di aver prestato servizio militare di leva; di essere attualmente in servizio militare presso il . . .; di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto a giudizio di leva; di non aver prestato servizio militare perchè pur dichiarato « abile arruolato » gode di congedo o di rinvio in qualità di ovvero perchè riformato o rivedibile.

(6) In caso contrario indicare le cause della destituzione o della dispensa.

(7) La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio. Per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del comandante del Corpo al quale appartengono. La autentica del notaio o del segretario comunale non è soggetta a legalizzazione.

ALLEGATO 3

Categorie per le quali è aumentato il limite massimo di età

Il limite massimo di età previsto dall'art. 2 è elevato:

1) di due anni, per coloro che siano coniugati, e di un anno in più per ogni figlio vivente (regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, art. 23, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1);

2) di cinque anni:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione (regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868; decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93).

I suddetti benefici non competono a coloro che abbiano riportato condanne penali durante il servizio militare, anche se successivamente sia intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena, ed a coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, tenuto conto del disposto dell'art. 2 della legge 23 febbraio 1952, n. 93, nonchè dell'art. 4 della legge medesima, integrato con legge 28 novembre 1957, n. 1143 e con legge 6 dicembre 1960, n. 1556;

c) per i partigiani combattenti ed i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943 (decreto legislativo 4 agosto 1945, n. 467, art. 4; decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518; decreto legislativo 6 settembre 1946, n. 93; decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, art. 7);

d) per gli addetti, per almeno novanta giorni, ai lavori di bonifica nei campi minati o al rastrellamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine, in condizioni particolarmente rischiose (decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, art. 10, integrato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1678; decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, art. 2; decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116, art. 1; decreto del Presidente della Repubblica 17 marzo 1949, n. 212; decreto del Presidente della Repubblica 14 settembre 1957, numero 1385);

e) per il personale della Marina addetto per almeno tre mesi alle operazioni di dragaggio, disattivazione o distruzione delle mine marine o di altri ordigni esplosivi in mare (regio decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, art. 3; decreto del Presidente della Repubblica 22 febbraio 1949, n. 170);

f) per coloro che abbiano partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari (decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241);

g) per coloro che appartengono ad altre categorie assimilate ai combattenti a norma delle vigenti disposizioni;

h) per i profughi dai territori di confine (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885);

i) per i profughi dell'Africa italiana (decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, art. 1);

l) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Libia nonchè i profughi dalla Somalia rimpatriati fino al 31 marzo 1950, i quali si trovino in stato di bisogno (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

m) per i profughi dai territori esteri e dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i quali si trovino in stato di bisogno (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

n) per i profughi dal territorio nazionale colpito dalla guerra, i quali si trovano in stato di bisogno (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

o) per le altre categorie di profughi cui le vigenti disposizioni estendono il presente beneficio;

p) per il personale militare che per conto dell'O.N.U. abbia prestato o presti servizio in zone d'intervento (legge 11 dicembre 1962, n. 1746);

3) a trentanove anni:

a) per i decorati al valor militare e per i promossi per merito di guerra (regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, articolo 17; regio decreto-legge 25 febbraio 1935, n. 116);

b) per i capi famiglia numerosa (legge 20 marzo 1940, n. 233, art. 2 modificata dal decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, art. 4);

4) a quaranta anni, per coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, art. 5 e testo unico 10 gennaio 1957, n. 3 art. 2, n. 2);

5) a quarantacinque anni, per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico o da altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, i quali siano stati soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404; il beneficio si applica per un quinquennio dalla cessazione del rapporto d'impiego;

6) a cinquantacinque anni, per i mutilati e gli invalidi di guerra (legge 5 marzo 1963, n. 367, art. 7) nonchè per le categorie ad essi assimilate e cioè:

a) per i mutilati ed invalidi della lotta di liberazione (decreto legislativo 4 agosto 1945, n. 467, art. 1; decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, art. 9);

b) per i mutilati ed invalidi della guerra di liberazione condotta in formazioni non regolari (decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, art. 2);

c) per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra (decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, art. 1; legge 3 giugno 1950, n. 375, artt. 2 e 9 e legge 5 marzo 1963, n. 367, art. 7);

d) per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, (legge 19 agosto 1948, n. 1180, artt. 6 e 7);

e) per i mutilati ed invalidi per servizio militare e civile (legge 15 luglio 1950, n. 539 e legge 24 febbraio 1953, n. 142, articolo 18);

f) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (legge 24 luglio 1951, n. 660) limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952) e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952);

g) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni singole o collettive aventi fini politici, verificatesi nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto stato (legge 23 marzo 1952, n. 207, artt. 5 e 6, decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1955, n. 1550);

h) per i mutilati ed invalidi a seguito dei fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 (legge 9 agosto 1954, n. 654, articolo 5);

i) per gli alto-atesini e persone residenti prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio e nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, i quali, facendo parte delle forze armate tedesche e delle formazioni armate organizzate da esse, abbiano riportato, per causa del servizio di guerra o attinente alla guerra, ferite o lesioni o contratto infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie (legge 3 aprile 1958, n. 467);

l) per i mutilati o invalidi della sedicente repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298);

m) per i mutilati ed invalidi in conseguenza di deportazione o internamento ad opera del nemico (art. 2 legge 14 marzo 1961, n. 130);

n) per gli appartenenti ad ogni altra categoria assimilata ai mutilati e invalidi di guerra, a norma delle vigenti disposizioni: non sono ammessi al beneficio gli invalidi che abbiano perduto ogni capacità lavorativa; nonchè gli invalidi assegnati alla 9ª e 10ª categoria di pensione di cui alla tabella A annessa al decreto legislativo luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4) e 10) della categoria 9ª e da 3) a 6) della categoria 10ª, nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella B annessa al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10) e 11) della tabella stessa; nonchè infine, gli invalidi per lesioni di cui alla tabella B annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648, eccettuati quelli di cui alle voci da 4) a 10) della tabella stessa;

7) a 55 anni per i mutilati e gli invalidi del lavoro (legge 14 ottobre 1966, n. 851) con esclusione delle categorie contemplate dall'art. 11 della legge medesima;

8) a 55 anni per gli orfani di guerra e gli orfani dei caduti per causa di servizio (legge 15 novembre 1965, n. 1288, articolo 6); nonchè per gli orfani dei caduti sul lavoro (legge 14 ottobre 1966, n. 851);

9) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944 (regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito nella legge 5 maggio 1949, n. 178);

10) per gli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente. Per gli assistenti straordinari volontari od incaricati, sia in attività che cessati per ragioni di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso l'università o istituto di istruzione universitaria (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 7 maggio 1948, n. 1172, art. 17, ratificato, con modificazioni, dalla legge 24 giugno 1950, n. 465).

I benefici di cui ai numeri 1), 2), 3), 9) e 10) che precedono, si cumulano tra loro, purchè complessivamente non vengano superati i quaranta anni di età (decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, art. 2).

Non si cumulano tra loro gli aumenti di cui al precedente n. 2);

11) si prescinde dal limite massimo di età:

a) per i candidati che siano impiegati statali di ruolo o operai permanenti dello Stato;

b) per i candidati che siano ufficiali o sottufficiali in servizio permanente dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica o dei Corpi della guardia di finanza, delle guardie di pubblica sicurezza e degli agenti di custodia, oppure vice brigadieri, graduati o militari di truppa in servizio continuativo dell'Arma dei carabinieri o dei corpi predetti, che siano in possesso degli altri requisiti necessari (legge 26 marzo 1965, n. 229);

c) per i candidati che siano stati sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, e che siano cessati dal servizio, a domanda o anche d'autorità, e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, art. 4 e decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 settembre 1947, n. 1220, art. 4).

ALLEGATO 4

Titoli di preferenza e precedenza

Titoli validi ai fini dell'attribuzione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni sono:

1) per i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra: originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

2) i mutilati e gli invalidi dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207 i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra, i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467 nonchè i mutilati e gli invalidi della repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298) dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro, direzione generale delle pensioni

di guerra, oppure una dichiarazione d'invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

3) per i mutilati e gli invalidi per servizio, libretto di pensione privilegiata ordinaria o l'estratto del medesimo; oppure il decreto di concessione della pensione da cui risulti la categoria di pensione della quale l'invalido è provvisto e la categoria e la voce dell'invalidità da cui è colpito, oppure il documento istituito col decreto ministeriale 23 marzo 1948 (modello 69-*ter*);

4) per gli ex combattenti, i partigiani combattenti e per i reduci dalla prigionia: oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, anche la prescritta dichiarazione integrativa su carta da bollo;

5) per i reduci dalla deportazione o dall'internamento: apposita attestazione in carta bollata rilasciata dal prefetto della provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

6) per i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, profughi da territori esteri, nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137; una attestazione del prefetto della provincia in cui hanno la residenza in carta bollata ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117;

7) per i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885; l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) in carta bollata;

8) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale: copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della provincia in cui hanno la residenza, in bollo;

9) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per fatti d'arme, verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori dell'ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti o razziali, di cui all'art. 2, terzo comma della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito d eventi di guerra, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno produrre una dichiarazione in carta da bollo, rilasciata dall'amministrazione presso la quale il caduto prestava servizio;

10) i figli dei mutilati ed invalidi della guerra 1915-18 nonchè i figli dei mutilati ed invalidi di cui al precedente numero 2 dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 del sindaco del comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

11) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di residenza attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione e la categoria;

12) le madri e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nel precedente numero 9) nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno esibire un certificato in carta da bollo, rilasciato dal sindaco del comune di residenza.

Le vedove di guerra dovranno produrre, ai sensi dell'art. 4 della legge 15 novembre 1965, n. 1288, l'apposito modello 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648.

Le vedove dei caduti per causa di servizio dovranno produrre una dichiarazione in carta da bollo, dell'amministrazione presso la quale il caduto prestava servizio;

13) per i coniugati ed i vedovi con prole: lo stato di famiglia su carta bollata rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante per i capi di famiglia numerosa che la famiglia stessa è composta da almeno sette figli viventi, computando tra essi anche i caduti in guerra;

14) per i candidati che appartengono al personale civile non di ruolo: un certificato su carta bollata rilasciato dall'amministrazione dalla quale dipendono;

15) per i mutilati e invalidi di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539, il documento di iscrizione nel ruolo dei mutilati e invalidi civili formato presso l'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

16) per i mutilati e gli invalidi del lavoro di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851, il documento di iscrizione sul rispettivo elenco presso le sezioni provinciali della relativa associazione nazionale.

(2073)

Diario delle prove scritte del concorso pubblico per esami a venticinque posti di allievo stenodattilografo in prova

Le prove scritte del concorso a venticinque posti di allievo stenodattilografo dell'amministrazione centrale dei lavori pubblici, indetto con il decreto ministeriale 13568 del 4 ottobre 1969, avranno luogo in Roma presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, 4, nei giorni 17 e 18 aprile 1970 alle ore 8.

(2639)

MINISTERO DELLA DIFESA

Commissione giudicatrice del concorso al posto di maestro direttore della banda dell'Arma dei carabinieri.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 1° marzo 1965, n. 121, concernente gli organici delle bande dell'Arma dei carabinieri e dell'Aeronautica militare ed istituzione della banda dell'Esercito;

Visto il decreto ministeriale 12 febbraio 1969, registrato alla Corte dei conti il 13 marzo 1969, registro n. 8 Difesa, foglio n. 21, con il quale è stato indetto il concorso al posto di maestro direttore della banda dell'Arma dei carabinieri;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, modificato con la legge 5 giugno 1967, n. 417, concernente i compensi per i componenti le commissioni esaminatrici;

Decreta:

Art. 1.

La commissione giudicatrice del concorso al posto di maestro direttore della banda dell'Arma dei carabinieri, indetto con decreto ministeriale 12 febbraio 1969, citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Lepore Oreste, generale di brigata CC. in servizio permanente effettivo.

Membri:

Di Martino prof. Aladino, insegnante nel Conservatorio di musica di S. Pietro a Majella;

Cece prof. Antonio, insegnante nel Conservatorio di musica di S. Cecilia;

Maione prof. Rino, maestro diplomato in strumentazione per banda;

Caso prof. Pellegrino, maestro diplomato in composizione e strumentazione per banda.

Segretario senza diritto a voto:

Pitti dott. Giuseppe, consigliere di 1ª classe.

Art. 2.

Ai componenti la commissione di cui al precedente articolo verranno corrisposti i compensi loro spettanti in applicazione del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, modificato con la legge 5 giugno 1967, n. 417.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 gennaio 1970

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *marzo* 1970
Registro n. 6 *Difesa, foglio n.* 362

(2395)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ISTITUTO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Diario delle prove scritte del concorso pubblico, per esami e per titoli, a dieci posti di attuario di 2ª classe

Le prove scritte del concorso pubblico, per esami e per titoli, a dieci posti di attuario di 2ª classe, il cui bando è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 326 del 29 dicembre 1969, avranno luogo in Roma nei locali dello stabile dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, piazzale della Agricoltura, E.U.R., nei giorni 21 e 22 aprile 1970, con inizio alle ore 8 antimeridiane.

(2718)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CUNEO

Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cuneo

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 4555 in data 28 agosto 1968, n. 5663 in data 31 ottobre 1968, n. 5988 in data 21 novembre 1968 e n. 1014 in data 5 marzo 1970, con i quali venne bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per quattordici posti di medico condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1967;

Ritenuta la necessità di procedere alla nomina della commissione giudicatrice del concorso stesso;

Visti gli articoli 3 e 8 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211, che hanno sostituito, rispettivamente, l'art. 9 e l'art. 44 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Viste le designazioni e le proposte del Ministero della sanità, della prefettura e dell'ordine dei medici di Cuneo, nonchè le segnalazioni delle giunte comunali interessate;

Visto l'art. 6 della legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La commissione giudicatrice del pubblico concorso per il conferimento dei quattordici posti di medico condotto, vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1967, è costituita come appresso indicato:

Presidente:

Camponi dott. Mario, ispettore generale amministrativo del Ministero della sanità.

Componenti:

Pasi dott. Sergio, direttore di sezione della prefettura di Cuneo;

Viola dott. Vincenzo, medico provinciale capo del Ministero della sanità;

Arezzi prof. Giorgio, primario chirurgo dell'ospedale civile S. Croce di Cuneo;

Jona prof. Eugenio, primario medico dell'ospedale Santo Spirito di Bra;

Ghigo dott. Angelo, medico condotto di Centallo.

Segretario:

Trasi dott. Gerardo, consigliere di 1ª classe in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Cuneo.

La commissione avrà la sua sede presso l'ospedale civile S. Croce di Cuneo e inizierà le prove di esame non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Cuneo, a quello pretorio della locale prefettura e dei comuni interessati.

Cuneo, addì 10 marzo 1970

Il medico provinciale: DE LELLIS

(2480)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI ANCONA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio precedente decreto n. 9034 del 19 giugno 1969, col quale è stato bandito il pubblico concorso per titoli ed esami a due posti di ostetrica condotta vacanti in questa provincia alla data del 30 novembre 1968;

Visto il successivo decreto n. 8333 del 20 ottobre 1969, col quale sono state dichiarate ammesse le concorrenti che avevano prodotto domanda regolare entro il termine stabilito;

Visto altresì il decreto n. 9188 del 29 novembre 1969 relativo alla costituzione della commissione giudicatrice del concorso anzidetto;

Visti i verbali dei lavori svolti dalla commissione giudicatrice nonchè la graduatoria delle candidate idonee formulata dalla stessa;

Constatata la regolarità e la legittimità delle operazioni concorsuali;

Visto il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei comuni e delle provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato con decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate risultate idonee nel concorso pubblico per titoli ed esami a due posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona alla data del 30 novembre 1968:

1. Canonici Anna Maria	punti	73,246	su 120
2. Romagnoli Marta	»	71,475	»
3. Moroni Nerina	»	70,530	»
4. Picchio Lina	»	68,550	»
5. Parisi Filippa	»	67,695	»
6. Santini Duccia	»	66,422	»
7. Bravetti Gianna	»	65,392	»
8. Buti Venanzia	»	64,633	»
9. Francoletti Flora	»	63,390	»
10. Ferroni Giuliana	»	61,475	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di quest'ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

Ancona, addì 12 marzo 1970

Il medico provinciale: CAPPUCCILLI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1892 in data odierna col quale viene approvata la graduatoria di merito delle candidate che hanno conseguito l'idoneità nel concorso pubblico per titoli ed esami a due posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona alla data del 30 novembre 1968;

Visto l'ordine di preferenza per le sedi poste a concorso indicato dalle concorrenti comprese nella graduatoria predetta;

Constatato che nessuna candidata dichiarata idonea ha diritto all'assunzione obbligatoria, ai sensi della legge 2 aprile 1968, n. 482;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sulla disciplina dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei comuni e delle provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato con decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le sottoindicate candidate sono dichiarate vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ancona alla data del 30 novembre 1968 e sono assegnate alla condotta a lato di ciascuna indicata:

1) Canonici Anna Maria: Jesi (condotta unica);
2) Romagnoli Marta: Castelfidardo (1ª condotta).

I sindaci dei comuni suindicati sono incaricati della esecuzione del presente decreto per la parte di rispettiva competenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di quest'ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

Ancona, addì 12 marzo 1970

Il medico provinciale: CAPPUCCILLI

(2478)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI REGGIO CALABRIA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Reggio Calabria.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1210 in data 1° luglio 1969, col quale è stato indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Reggio Calabria;

Ritenuto di dover provvedere alla costituzione della commissione giudicatrice del concorso stesso;

Viste le segnalazioni del Ministero della sanità, della prefettura di Reggio Calabria, dell'Ordine dei medici veterinari e del medico provinciale;

Visti il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso di cui in premessa è così costituita:

Presidente:

Nociti dott. Domenico, ispettore generale del Ministero della sanità.

Componenti:

Romagnoli prof. Aldo, docente in clinica medica veterinaria;

Panebianco prof. Felice, docente ispezione alimenti origine animale;

Mazza dott. Giuseppe, ispettore generale veterinario del Ministero della sanità;

Piccolo dott. Giuseppe, vice prefetto ispettore del Ministero dell'interno;

Monea dott. Francesco, veterinario condotto.

Segretario:

Apile dott. Luigi, consigliere di 1ª classe del Ministero della sanità.

La commissione giudicatrice inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ed avrà sede in Reggio Calabria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, sarà affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio veterinario provinciale ed all'albo pretorio dei comuni interessati.

Reggio Calabria, addì 10 marzo 1970

Il veterinario provinciale: STALTARI

(2387)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI LA SPEZIA

Commissione giudicatrice del concorso ad un posto di veterinario condotto vacante nella provincia di La Spezia

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 517 del 24 luglio 1969, con il quale è stato bandito un pubblico concorso per titoli ed esami a posto di veterinario condotto del consorzio interprovinciale tra i comuni di Castelnuovo M. (capo consorzio), Ortonovo e Fosdinovo (MS);

Ritenuto di dover procedere alla costituzione della commissione giudicatrice del concorso suddetto;

Visto l'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211, che modifica l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Viste le designazioni fatte, rispettivamente, dal Ministero della sanità, dalla prefettura di La Spezia, dall'ordine provinciale dei veterinari di La Spezia, e dal medico provinciale di La Spezia su deliberazione dell'assemblea consorziale interessata, ai sensi della legge 8 marzo 1968, n. 220;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La commissione giudicatrice per la copertura del posto di veterinario condotto del consorzio interprovinciale nelle premesse indicate, è costituita come segue:

Presidente:

Nociti dott. Domenico, ispettore generale del Ministero della sanità.

Componenti:

Massa dott. Duilio, veterinario provinciale superiore del Ministero della sanità;

Linguiti dott. Salvatore, direttore di sezione in servizio presso la prefettura di La Spezia;

Bisbocci prof. Giovanni, ordinario di anatomia patologica veterinaria dell'Università di Torino;

Monti prof. Franco, ordinario di clinica medico-veterinaria dell'Università di Torino;

Frediani dott. Valentino, veterinario condotto del comune di La Spezia.

Segretario:

Biagini dott. Alfredo, consigliere di 1ª classe del Ministero della sanità in servizio presso l'ufficio del veterinario provinciale di La Spezia.

La commissione inizierà i propri lavori, presso questo ufficio, non prima di un mese dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo di questo ufficio.

La Spezia, addì 13 marzo 1970

Il veterinario provinciale: DI RAIMONDO

(2511)

REGIONI

REGIONE SICILIANA

LEGGE 24 febbraio 1970, n. 3.

Provvedimenti eccezionali per la riconsegna ai proprietari dei terreni occupati per rimboschimento ricadenti nel comprensorio dei Nebrodi.

(*Pubblicata nella* Gazzetta Ufficiale *della Regione n.* 10 *del* 28 *febbraio* 1970)

REGIONE SICILIANA
L'ASSEMBLEA REGIONALE HA APPROVATO
IL PRESIDENTE REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per fronteggiare le ricorrenti crisi che, nell'ambito del comprensorio geografico dei Nebrodi, travagliano il settore armentizio a causa della carenza di pascoli in concomitanza con la persistente siccità, gli ispettorati ripartimentali delle foreste competenti per territorio, nonchè i consorzi di bonifica e l'ente di sviluppo agricolo (E.S.A.) possono procedere, a richiesta dei proprietari e senza oneri finanziari della Regione e con precedenza ai terreni su cui si sia avuta la più alta percentuale di fallanze, alla riconsegna dei terreni occupati per rimboschimento, ricadenti nel territorio dei comuni di Capizzi, Cesarò, Mistretta, San Fratello, Tortorici, Floresta, Longi, Agira, Cerami, Gagliano Castelferrato, Nissoria, Nicosia, Regalbuto e Troina, ancorchè gli impianti boschivi non presentino i requisiti di redditività stabiliti dall'art. 50 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3267.

Ai fini della riconsegna, le formalità previste dalle norme in vigore vengono limitate alla sola redazione dell'apposito verbale di cui al secondo comma dell'art. 69 del regolamento approvato con regio decreto 16 maggio 1926, n. 1126. Si prescinde anche dalla redazione del piano di coltura e conservazione di cui all'art. 54 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3267.

Art. 2.

Nei terreni restituiti, ricadenti nei comuni indicati nell'articolo precedente, potrà essere consentito il pascolo con esclusione dei caprini e dei suini, anche in deroga alle limitazioni fissate dall'art. 9 del citato regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3267, per un periodo massimo di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 3.

Nei boschi di enti e privati, ricadenti nei suddetti comuni o in quelli di Caronia, Galati Mamertino, Alcara Li Fusi, Militello Rosmarino e Tusa, allo scopo di evitare una ulteriore contrazione delle superfici destinabili a pascolo, le utilizzazioni vengono differite di un quinquennio rispetto ai turni stabiliti dalle prescrizioni di massima di cui agli articoli 8, 9, 10 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 3267.

Le disposizioni previste dall'art. 1 della presente legge possono essere applicate anche ai boschi di enti e privati ricadenti nei comuni indicati nel precedente comma.

Art. 4.

Nei territori che formano oggetto della presente legge i nuovi interventi da progettare ed attuare per la difesa e la conservazione del suolo, nel quinquennio 1970-1974, saranno limitati alle opere di sistemazione intensiva e di correzione degli alvei, nonchè alle opere di copertura vegetale che si rendano necessarie per la protezione degli impluvi ed il consolidamento delle pendici, con esclusione di ogni altra opera di rimboschimento.

Art. 5.

Allo scadere del quinquennio di cui al precedente art. 4, o anche prima, in relazione al permanere o meno dei motivi di ordine economico-sociale che hanno determinato la presente legge, a giudizio e con provvedimento dell'Assessore regionale per l'agricoltura e le foreste, potrà procedersi alla rioccupazione dei terreni medesimi al fine di ripristinare gli impianti boschivi, in vista del necessario completamento dei programmi di conservazione del suolo in atto interrotti.

Art. 6.

Norme transitorie

Per i terreni occupati da restituire che formano oggetto di interventi in corso di attuazione, i lavori vengono chiusi e collaudati.

La redazione del verbale di riconsegna di cui al precedente art. 1 avrà luogo dopo la visita di collaudo ai fini dell'accertamento delle opere eseguite.

Art. 7.

La presente legge sarà pubblicata nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana ed entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Palermo, addì 24 febbraio 1970

FASINO

GIUMMARRA

(2302)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.